



digital.union@sonapresse.com

## L'actu du web

Innocent M'BADOUA

## GUERRE EN UKRAINE : UN GRAND RISQUE NUMÉRIQUE



Photo: DR

Les cyberattaques dans le cadre du conflit entre la Russie et l'Ukraine pourraient s'intensifier et constituent une menace hors des frontières des deux belligérants. États, entreprises, mais aussi particuliers doivent organiser une "défense passive", comme l'a expliqué à 20 Minutes Nicolas Arpagian, directeur de la cybersécurité stratégie chez Trend Micro.

## DES BERCEAUX DANGEREUX POUR BÉBÉS RAPPELÉS



Photo: DR

Un berceau fait actuellement l'objet d'un rappel. Il serait potentiellement dangereux, en raison d'un risque de chute du bébé, rapporte le site Rappel Conso. Il s'agit du berceau pliant Dreamer beige de la Hauck Fun For Kids. Cet article a été vendu entre le 29 septembre 2019 et le 15 juillet 2021 sur le site Cdiscount.com. Il est recommandé aux personnes détenant ce berceau de ne plus l'utiliser en raison d'un "risque de chute du nourrisson pouvant occasionner des fractures de membres et une commotion cérébrale", indique Rappel Conso.

## POLLUTION PLASTIQUE : L'ONU POUR UN TRAITÉ MONDIAL



Photo: © Vberger

Conduit par l'Organisation des Nations unies, un texte contraignant doit être adopté d'ici 2024 pour lutter au niveau mondial contre le rejet de plastiques dans l'environnement. Le mandat prévoit d'élaborer des mécanismes de contrôle ainsi que des financements pour les pays pauvres et de coopérer avec le secteur privé, dans une industrie qui pèse des milliards. Il pourra aussi fixer des objectifs et définir des mesures "contraignantes" ou "volontaires", et prévoir des plans nationaux de lutte, tout en prenant en compte les "circonstances" spécifiques des différents pays.

## LE BUZZ DE LA SEMAINE

## La justice impitoyable contre Yama, Ping et France 24 dans son viseur

Serge A. MOUSSADJI  
Libreville/Gabon

L'INCARCÉRATION de Jean-Rémy Yama, président de Dynamique unitaire (DU), la plus grande coalition syndicale du Gabon, le 2 mars écoulé, pour abus de confiance dans une affaire de construction de logements pour les enseignants, ne passe toujours pas auprès de la société civile et des internautes.

Les habitués de la Toile ne comprennent pas que le gouvernement n'ait pas d'abord permis au syndicaliste d'aller se faire soigner comme il l'avait prévu. Quitte à poursuivre la procédure judiciaire bien après. "C'est quoi encore le problème, il est malade. Kieeee !, le pays là va tout nous faire voir", déplore par exemple P.I. "Ça, c'est quel cynisme ? Laissez-le aller se faire soigner. C'est comment ?", souligne D.M.

La célérité avec laquelle cette affaire a été conduite prouve aussi, avancent d'autres, que la procédure est faussée dès le départ. "Il ne mérite pas de faire la prison sur la base d'un dossier vide et d'une affaire classée sans suite", s'énerve Angélique. Des propos qui font



Photo: AEE/L'Union

Jean-Rémy Yama au centre de toutes les attentions.

écho à ceux de l'avocat de Yama et de la Confédération générale du travail (CGT, France).

Suite à l'intervention de l'opposant Jean Ping sur la chaîne France 24, le gouvernement a indiqué qu'il pourrait "porter plainte auprès des autorités judiciaires compétentes". Il est

reproché au premier d'avoir évoqué "la possibilité d'une guerre civile" et au second d'avoir diffusé cette interview. Un ensemble qui concourt à "une opération de déstabilisation". Et les avis divergent vraiment sur le sujet.

Pour les uns, le gouvernement

va mettre sa menace à exécution. Les autres estiment que les pouvoirs publics ont mal interprété les propos du candidat malheureux de 2016. Les je-m'en-foutistes pensent qu'il y a des problèmes plus sérieux. Comme la vie chère ou les policiers racketteurs.

## Humeurs

## DES CORRIDORS HUMANITAIRES SOUS CONTRÔLE RUSSE

Innocent M'BADOUA  
Libreville/Gabon

COMME un vent de soulagement pour les civils, une espèce de rayon d'humanité dans le conflit en Ukraine. "Enfin, ils se parlent", clame la toile. Surtout sur la question des civils prisonniers au milieu du feu nourri des armes. C'est dire que l'opinion mondiale est tournée vers les négociations entre Russes et Ukrainiens en conflit militaire. Déjà un premier round de négociations s'est tenue le lundi 1er mars.

D'abord, il y a eu un tri des médias comme Russian Today TV ou l'Agence chinoise Xinhua au-

torisés à couvrir ces négociations. Sur ce, certains internautes se moquent des médias occidentaux déclarés persona non grata, quand d'autres internautes s'indignent que la presse occidentale ne soit pas invitée au nom de la liberté d'informer. "Le deuxième round de pourparlers entre Moscou et Kiev a eu lieu le 3 mars à la frontière entre la Biélorussie et la Pologne. Au huitième jour de l'opération militaire russe en Ukraine enclenchée le 24 février", rapporte RT France en ligne.

"Les deux parties se sont accordées sur la mise en place de couloirs humanitaires dans les zones de combats où sont les civils pour apporter des aliments,



Photo: DR

des médicaments. Des cessez-le-feu temporaires sont possibles pour évacuer des populations civiles, le cas échéant", a déclaré Mikhaïlo Podoliak, conseiller du chef de cabinet du président ukrainien, lisant le communiqué.

Les négociations ont porté sur trois axes: "le bloc militaire, le bloc humanitaire et le troisième bloc étant le règlement à venir", a précisé Vladimir Medinsky, conseiller du président de la Fédération de Russie.